Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE

ONE PLANET SUMMIT

12 engagements en action

Une coalition pour faire la différence

Sans engagement ferme, sans mesure concrète, sans une mobilisation conjointe de tous les acteurs de la vie publique et du monde économique, l'Accord de Paris ne pourra être mis en œuvre selon un calendrier compatible avec le rythme accéléré des changements climatiques. N'attendons pas qu''il soit trop tard pour agir ! C'est la conviction qui anime les membres, acteurs publics ou privés, simples citoyens ou responsables de haut niveau, mobilisés ensemble pour agir dans le cadre de la coalition One Planet.

Une volonté : accélérer la transition mondiale vers une économie bas-carbone

L'emploi, l'innovation et la création d'opportunités économiques sont au coeur des préoccupations de la coalition *One Planet*. Pour réussir ce changement de paradigme, les principaux fonds souverains, les investisseurs institutionnels ou les banques de développement mènent d'ores et déjà des actions pour changer les modèles d'investissement. De grandes entreprises affirment ainsi leur responsabilité face au dérèglement climatique et prennent les mesures pour prendre en compte les risques climatiques, sociaux et environnementaux dans leur modèle d'affaires.

Dans un contexte où nous savons déjà que les seuls financements publics, aussi essentiels soient-ils, ne pourront seuls répondre à ce défi, le *One Planet Summit* se veut un démonstrateur de projets innovants et d'initiatives emblématiques qui permettent une réorientation de la finance vers des objectifs de durabilité et d'inclusivité, contribuant à faire advenir l'économie bas-carbone du futur. Personne ne doit être laissé au bord du chemin et des actions immédiates doivent être prises maintenant pour les populations les plus vulnérables.

Une méthode : mobiliser, rendre des comptes

La coalition One Planet est une coalition de mobilisation et d'action qui rassemble, selon des modalités propres à chaque initiative, des acteurs étatiques et non-étatiques sur tous les continents. Leur obsession : FAIRE ! Tout au long de l'année, les partenaires coopèrent et font avancer leurs projets qu'ils déclinent dans le monde entier grâce au réseau international des fondateurs (France, Nations Unies, Banque mondiale). Les chefs de file sont fiers de montrer les impacts de leurs initiatives à l'occasion de rendez-vous internationaux où ils rallient de nouveaux soutiens. Le *One Planet Summit* s'affirme ainsi comme une plateforme d'engagements et de projets au service de la communauté internationale.

Faire face aux événements extrêmes dans les Etats insulaires.

Le dérèglement climatique décuple la puissance des cyclones et des ouragans. Les États et les territoires insulaires sont les plus vulnérables et les plus exposés à ces événements extrêmes. Derrière chaque tragédie : des territoires ravagés et des populations en danger. S'adapter, c'est les protéger.

- Le 9 août 2018 a eu lieu le lancement du **« Climate-Smart Accelerator »,** fonds d'investissement public/privé pour accélérer l'action climat dans les Caraïbes. Plusieurs projets pilotes ont été annoncés dont un programme de 300M$ pour des villes plus résilientes sur l'Ile de Grenade. 26 pays sont désormais associés, ainsi qu'une 40aine de partenaires privés et investisseurs (**Banque Interaméricaine de Développement, Airbnb, Virgin** etc.)

- **Dans le cadre de l'initiative climat biodiversité dans le Pacifique,** un premier projet autour de la gestion des déchets sera financé en 2018 (à hauteur de 3M€). L'AFD et la Commission Européenne se sont engagées à verser 20M€ en 2018. La Nouvelle-Zélande devrait rallier l'initiative.

Protéger les terres et les ressources en eau face aux effets du dérèglement climatique.

Le dérèglement climatique accélère la désertification et la dégradation des terres. Pour assurer aux Hommes un accès à l'eau suffisant et des ressources agricoles satisfaisantes, il est temps de mettre en place des solutions durables.

- Grâce aux financements respectifs de l'AFD et la BEI (40M€ et 50M$), le **Fonds de lutte contre la dégradation des terres et la désertification (fonds LDN)** sera opérationnel d'ici la fin de l'année. 10 projets sont en cours d'instruction et seront financés à partir de l'an prochain : projet d'agroforesterie au Pérou, plantation de teck durable au Ghana, etc.

- **Dans le cadre du *Tropical Landscape Financing Facility*,** une première transaction de 95M$ a été effectuée à travers BNP Paribas pour financer la production de caoutchouc durable en Indonésie. Une initiative pour développer l'agro-écologie en Inde a également été lancée en juin 2018 et vise à soutenir 6 millions d'agriculteurs d'ici à 2024.

- Plus de 100M€ ont été mobilisés par la Commission et les Etats Membres de l'UE afin de contribuer au financement de la recherche pour aider le monde agricole à s'adapter au changement climatique **(projet DESIRA)**. 3 projets conjoints avec la Fondation Bill et Melinda Gates seront financés en 2018 et 100M€ supplémentaires seront investis l'an prochain.

- 16 projets sont en cours d'instruction par **la plateforme de financement de 100 projets « Eau et Climat » pour l'Afrique.**

Mobiliser la recherche et la jeunesse en faveur du climat.

Faire avancer la connaissance du changement climatique est indispensable pour éclairer les décideurs et avancer sur la mise en oeuvre de solutions efficaces et durables. La mobilisation de la jeunesse est un atout pour la coopération internationale ; elle constitue le nouveau visage de la connaissance du monde de demain.

- Après avoir sélectionné 17 boursiers en 2017, **l'initiative « Make Our Planet Great Again »** financera 14 nouvelles bourses en 2018. 154 lauréats seront également accueillis dans le cadre d'un court séjour dans les laboratoires de recherche français. L'Allemagne a également rejoint l'initiative et financera des bourses pour 13 chercheurs de haut niveau.

- Les accords de financement du « **One Planet Fellowship Program** » entre l'association AWARD, les fondations Bill et Melinda Gates, Agropolis et BNP Paribas ont été signés cette année. 2 modules de formation ont été lancés à Nairobi et à Dakar et les candidatures pour le programme seront ouvertes d'ici début 2019.

- Des jeunes européens ont participé en 2017 à plus de 200 projets autour de l'action climatique et de l'environnement dans le cadre du **« Service Solidarité européen ».**

Marchés publics et accès des collectivités aux financements climat.

Le combat contre le changement climatique se mène aussi à l'échelle locale. Les actions entreprises par les régions et les villes ont un impact majeur pour atteindre les objectifs communs fixés par l'Accord de Paris sur le climat. Seule une mobilisation de tous peut faire la différence !

- Plusieurs programmes ont été lancés dans le cadre du **« Global Urbis »** : pour soutenir les villes durables et l'efficacité énergétique avec le plan d'investissement européen ; pour investir dans des villes plus résilientes avec la Banque Mondiale ; ou encore Invest4Cities pour mobiliser des financements public/privé.

- Afin d'atteindre les objectifs du **One Planet Charter** et d'encourager les villes à prendre des engagements forts pour le climat, une campagne de grande ampleur a été lancée par le C40. A ce jour 9 villes supplémentaires sont signataires de la « Fossil Fuel Free Streets Declaration » ; 25 villes s'engagent pour une transition zéro déchet et 19 villes pour des bâtiments « bas carbone ».

Objectif zéro émission.

Les gaz à effet de serre émis par les activités humaines pour produire, consommer ou se déplacer impactent durablement l'environnement et sont les principaux responsables du réchauffement climatique. L'Accord de Paris a entériné l'objectif « zéro émission », un objectif auquel les initiatives du One Planet Summit ont pour ambition d'apporter des réponses concrètes.

- ***La coalition neutralité carbone*** a poursuivi ses efforts pour accélérer la transition vers une économie décarbonée : 9 pays ont déposé leur stratégie de long terme de réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'UNFCCC et tous se sont engagés à publier leur stratégie d'ici à 2020. Les champions de la coalition sont la Nouvelle-Zélande, la Suède et les Iles Marshall.

- L'OCDE a publié un premier rapport afin de présenter les bonnes pratiques liées au **Paris Collaborative on Green Budgeting**. Celui-ci vise à donner les outils aux Etats et autres organisations pour intégrer leurs engagements en faveur du climat dans leur budget/comptabilité.

- Un premier démonstrateur de **l'Observatoire Spatial du Climat** a été lancé par le CNES en juin dernier. Il permet l'observation de 8 phénomènes clés lié au changement climatique (sécheresse, inondations, pollution de l'air etc.) et permet également d'en prévoir les effets. De nombreux partenaires ont travaillé à sa réalisation, notamment les agences spatiales chinoises et marocaines.

Révolutions sectorielles vers une économie décarbonée.

Le charbon représentait plus de 40 % de la production d'électricité mondiale en 2014. Cette situation a des conséquences alarmantes sur la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre. Le One Planet Summit s'engage à accompagner la transition vers des énergies renouvelables.

- **L'Alliance pour la sortie du charbon (Powering past coal alliance),** lancée par le Royaume-Uni et le Canada compte aujourd'hui 74 partenaires : 29 Etats, 17 Etats fédérés du Canada et des Etats-Unis et 28 entreprises (dont EDF et Engie). Une réunion de travail est prévue en marge de la COP24.

- 6 Etats membres (CZ; DE; EL; PL; RO; SK) se sont engagés à participer à un programme pilote du **fonds de reconversion de la Commission européenne** pour les régions intensives en charbon. Ce programme redéploie des fonds existants en faveur de projets clés pour la transition.

- Le 1er sommet de l'**Alliance solaire internationale a eu lieu en** mars 2017 avec le Président Emmanuel Macron et le Premier Ministre Indien Narendra Modi. Une étude sur la mise en place d'un mécanisme de partage des risques pour faciliter l'accès aux financements est en cours de réalisation par la Banque Mondiale et l'AFD. L'assemblée générale de l'Alliance aura lieu début octobre.

Des transports sans pollution.

Le secteur du transport est la première source d'émissions de gaz à effet de serre. Son impact environnemental s'accroît au rythme de nos déplacements toujours plus nombreux. Pour qu'on puisse à nouveau respirer dans les villes et ailleurs, les acteurs du One Planet Summit s'engage pour des transports sans pollution.

- 2 groupes de travail ont été lancés dans le cadre de **l'Alliance pour la décabonation des transports (TDA)**. Ceux-ci regroupent les acteurs clés du secteur qui travailleront sur la décarbonation des transports et le transport urbain durable. L'alliance a été particulièrement dynamique et a participé à de nombreux événements internationaux.

- La déclaration Tony de Brum pour la **réduction des émissions du transport maritime (OMI)** est désormais soutenue par 46 pays. Le 13 avril 2018, un objectif fort de réduction d'au moins 50% en 2050 par rapport au niveau d'émissions de 2008 a été retenu.

Vers un prix du carbone compatible avec l'accord de Paris.

Augmenter les prix sur le marché du carbone, c'est encourager les acteurs économiques à adopter des pratiques moins polluantes et se donner les moyens de respecter les objectifs fixé par l'Accord de Paris.

- Une réunion de Haut niveau a eu lieu avec les ministres du climat et de l'environnement français, britannique, suédois et néerlandais autour **d'un prix du carbone européen plus significatif.** La réforme du marché carbone pour 2021-2030 a été votée en Europe et le prix du carbone a augmenté d'environ 15€.

- Les pays membres de la coalition **Carbon pricing for the Americas,** co-présidée par le Canada et le Mexique, ont organisé plusieurs réunions cette année. Des groupes de travail ont été lancés autour de la mise en place d'outils de tarification du carbone et de méthodes d'évaluation communes.

- Depuis décembre 2017, 32 Etats/régions, 154 entreprises et 66 organisations non gouvernementales du monde entier ont rejoint la **Carbon pricing leadership coalition**. L'Assemblée générale s'est tenue à Washington lors des Assemblées de Printemps de la Banque Mondiale et du FMI.

Action des Banques centrales et entreprises.

Comment faire converger les actions des secteurs public et privé en faveur du climat ? Banques centrales et entreprises ont répondu à l'appel du One Planet Summit et s'engagent ensemble à prendre des mesures fortes pour réorienter les flux financiers vers une économie bas carbone.

- En août 2018, 424 entreprises et organisations prennent désormais en compte les recommandations du réseau ***Task Force on Climate related Financial Disclosure (TFCD).*** Les entreprises peuvent trouver des ressources et bonnes pratiques sur la plateforme en ligne du réseau. 3 gouvernements sont également engagés : la France, la Suède et le Royaume-Uni.

- Depuis décembre dernier, le **réseau de finance verte des banques centrales et autorités des marchés financiers** ***« Greening the Financial System »*** a défini une gouvernance et son programme de travail. 3 thématiques sont identifiées : pratiques de supervision, analyse des risques et développement des marchés "verts". 7 membres supplémentaires ont rejoint le réseau.

Mobilisation internationale des Banques de développement.

Les banques de développement œuvrent sur le terrain et soutiennent le financement d'infrastructures et de projets dans les pays les plus fragiles et dans les pays émergents. En prenant en compte des critères de soutenabilité et en redirigeant leurs financements, elles peuvent avoir un rôle déterminant dans la lutte contre le changement climatique.

- Conformément à l'engagement pris par les banques de développement, **à aligner leurs financements avec les objectifs de l'Accord de Paris**, les membres d'IDFC (23 membres dont 19 dans les pays du Sud) et les Banques multilatérales de développement ont collaboré pour afficher des chiffres de financement climat en hausse. En 2017, les MDBs ont mobilisé 35,2 milliards pour le climat et le groupe IDFC 195 milliards, des augmentations respectives de 28% et de 23% par rapport à 2016.

Engagement des fonds souverains.

Pour engager la transition, six fonds souverains se mobilisent pour reconstruire la finance mondiale autour des objectifs de l'Accord de Paris. En charge de l'épargne nationale, ils appellent les investisseurs à intégrer le risque climatique et ainsi infléchir la trajectoire de l'économie mondiale vers une croissance durable.

- Le **groupe de travail des fonds souverains** - ***One Planet Sovereign Wealth Funds***, constitué de 6 des plus importants fonds souverains mondiaux s'est accordé sur un cadre d'analyse permettant la prise en compte des risques climatiques. Celui-ci a été présenté à l'Elysée le 6 juillet 2018 en présence du président français Emmanuel Macron.

Mobilisation des investisseurs institutionnels.

Etats, banques, fonds d'investissement, philanthropes… Les investisseurs institutionnels représentent un poids considérable dans l'économie mondiale. Réunis lors du One Planet Summit, ils s'engagent à collaborer pour le climat.

- Les 279 investisseurs institutionnels membres de la **Coalition 100+** ont poursuivi leur action pour encourager les 100 entreprises cotées les plus émettrices de CO2 à s'engager en faveur du climat. 18% des entreprises de la liste ont ainsi adoptées les recommandations de la TCFD. 61 entreprises supplémentaires ont été rajoutées à la liste initiale des 100.

- Le partenariat entre la France, le Royaume-Uni, le Mexique, le Canada et la Commission Européenne et la **Breakthrough Energy Coalition** a permis le lancement de plusieurs études de cas, notamment en France, sur l'écosystème du financement de l'innovation. En parallèle la Breakthrough Energy Venture a investi dans plusieurs start-ups.

- Les membres de la **Task Force pour la philanthropie et l'innovation** (12 philanthropes et 3 gouvernements) ont lancé 4 groupes de travail dans les domaines des énergies renouvelables, de la qualité de l'air, de l'agriculture et usage des sols et des opportunités de financements publics/privés. L'Allemagne, ainsi que 4 nouvelles fondations ont rejoint la Task Force.